



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

L'APCCQ prend position au sujet des salles de cinéma parallèles

Montréal, le 3 avril 2008. À la suite des dénonciations exprimées par certains distributeurs plus tôt cette semaine à propos d'un soi-disant chantage économique opéré par les salles de cinéma privées vis-à-vis les cinémas parallèles pour la diffusion de films d'auteur, l'Association des propriétaires de cinémas et cinéparcs du Québec prend position et dénonce à son tour le non-respect des règles de l'industrie cinématographique.

L'APCCQ reconnaît le rôle et la place des salles parallèles, dont le mandat est de diffuser des films d'auteur en région, mais demande qu'elles respectent leur propre appellation, c'est-à-dire que leurs activités, hautement subventionnées par l'État, soient différentes et complémentaires de celles des cinémas privés. « Nous ne saurons tolérer que ces salles communautaires ou situées dans des institutions scolaires, propriétés en quasi totalité de l'État, et largement subventionnées par ce dernier, nous fassent une compétition déloyale en présentant les mêmes films en même temps que nous », a exprimé Marcel Venne, président de l'APCCQ.

Certains principes régissent l'industrie cinématographique, qu'on soit au Québec ou ailleurs dans le monde. Un distributeur peut présenter ses films où et quand il le désire. Tout propriétaire de cinéma peut diffuser les films de son choix selon les conditions qu'il désire. Pour que ces deux prémisses s'harmonisent, certaines règles ont été établies. Pour s'assurer de maximiser la mise en marché des films, des fenêtres d'exploitation ont été allouées à tous les diffuseurs : cinémas de première diffusion, cinémas de seconde diffusion, télévision payante, DVD, télévision conventionnelle. Le non-respect de ces règles, comme le font certains distributeurs, expose l'industrie à des problèmes : compétition déloyale de la part des réseaux de salles institutionnelles vis-à-vis les entreprises privées, salles hautement subventionnées alors que les entreprises privées doivent s'acquitter de taxes et impôts, dumping dans les prix, obligations de diffusions inégales, conflit de campagnes publicitaires. Le rétrécissement de ces fenêtres d'exploitation que l'on connaît depuis quelques années pénalise durement les cinémas.

Le problème origine de l'État qui a élaboré des programmes discriminatoires pour la diffusion des films en région, au lieu d'établir un réseau de salles « arts et essais » dans les cinémas, comme nos cousins français ont su si bien faire.

Vingt-deux salles de cinéma en région présentent déjà et ce, sans subvention, gouvernementale et malgré de lourdes dépenses, du cinéma à diffusion limitée. Il est donc faux de prétendre que les exploitants refusent systématiquement de présenter ce type de films. De plus, dans certains marchés tels que Baie-Comeau, Sept-Îles, Gaspé et Alma, pour ne nommer que ceux-là, le propriétaire du Cinéma collabore et accueille les gens du circuit parallèle Réseau-Plus.

L'APCCQ demande au distributeur K-Films de cesser les attaques dans les médias envers ses membres et en appelle au respect des règles de base de notre industrie.

ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE CINÉMAS ET CINÉPARCS DU QUÉBEC

C.P. 976, Succursale Desjardins, Montréal, Qc H5B 1C1

téléphone : 450.562.7826 1.877.540-1900 télécopieur : 450.562.1042 courriel : info@apccq.com

www.apccq.com

À propos de l'APCCQ :

L'APCCQ est un regroupement de propriétaires et d'administrateurs de cinémas et de cinéparcs. Elle représente près de 80 % des propriétaires de cinémas et cinéparcs du Québec pour environ 80 % des recettes au guichet. Ils sont répartis dans tout le Québec, de Montréal au Saguenay-Lac Saint-Jean, de Québec aux Laurentides, en passant par la Beauce, l'Estrie, l'Outaouais et la Montérégie. Plus de 3 000 personnes y travaillent directement. Elle est la seule association reconnue par les gouvernements et les sociétés paragouvernementales. Depuis 1932, elle représente ses membres auprès des autres acteurs de l'industrie, producteurs, distributeurs, auprès des gouvernements et autres intervenants ou du grand public dans des dossiers aussi diversifiés que nombreux.

- 30 -

Source :
Marcel Venne
Président de l'APCCQ
450-562-7826